

Mme la Directrice,

Le CTL d'aujourd'hui doit normalement se réunir pour discuter des suppressions de postes pour cette année.

La loi de finances a acté 1800 suppressions pour 2021 au niveau national.

Avec les suppressions de 1500 postes l'année dernière et 1600 programmées en 2022, ce ne sont pas moins de 4900 postes concernés sur 3 ans.

Pour le Lot en 2021, il s'agit de 4 postes de B et C , péniblement compensés par la création d'un poste de A+.

Contrairement à ce que nos têtes pensantes peuvent affirmer avec une mauvaise foi évidente, et n'en déplaise à Mme de Montchalin, ces suppressions ne sont pas le révélateur d'une baisse de la charge de travail, grâce à la dématérialisation généralisée, la disparition programmée de la taxe d'habitation et le Prélèvement à la Source.

La réalité des services, des difficultés quotidiennes des collègues, des petits renoncements successifs liés au manque de temps et du non remplacement des départs à la retraite, nous oblige et vous oblige à regarder la vérité en face.

S'il ne fallait qu'un exemple, ce serait la situation catastrophique dans laquelle se trouve le SPFE de Cahors , avec toutes les conséquences qui en découlent sur les autres services.

Avec les documents de travail que vous nous transmettez, vous tentez de nous noyer dans une littérature absurde assortie de formules de calculs mathématiques incompréhensibles pour tenter de justifier l'injustifiable et de feindre que la méthode est scientifique.

Et que dire encore du démantèlement progressif des droits et garanties des agents avec la suppression des CAP mutations, l'affectation au département et au bon vouloir de la Direction, de la préférence à la contractualisation, ...

Tout ce processus s'inscrit dans la destruction programmée de la DGFIP à plus ou moins brève échéance.

Nous ne pouvons pas accepter que nos missions ne soient perçues qu'à l'aune des économies que l'on peut encore réaliser.

Cela fait bien trop longtemps que les seules ambitions de nos dirigeants pour nos services publics ne sont que le démantèlement progressif de ces derniers, par assèchement de leurs moyens et pour ainsi faire passer la pilule de l'externalisation au secteur privé.

Secteur privé paré de toutes les vertus par des responsables administratifs désormais plus attachés à démolir les missions et les fonctionnaires en général plutôt qu'à les défendre face à la furia ultra-libérale.

L'objectif de l'Administration est d'abord de supprimer des emplois, de proposer une nouvelle organisation alambiquée et de jeter beaucoup de poudre aux yeux aux élus locaux pour ne pas les froisser. Ces nouvelles suppressions d'emplois traduisent cette politique aveugle !

La volonté gouvernementale de s'attaquer à tous les fondamentaux de la cohésion sociale, de la solidarité nationale et du service public relève du dogme et de l'idéologie, alors que le désastre laissé par la COVID exige d'autres ambitions.

Mme la directrice,
nous ne souhaitons pas servir d'alibi à un pseudo-dialogue social, alors que tout est déjà décidé, ni assister à un fumeux numéro d'autosatisfaction sur votre capacité à sauver les meubles.

Nous exigeons une politique d'emplois adaptée à la charge de travail pour que la DGFIP conserve toutes ses missions , jadis considérées comme régaliennes.

Tant que ce ne sera pas le cas, nous ne siégerons pas au CTL emplois.
